

"L'Europe des douze moins un" dans L'Europe en formation (Automne 1990)

Légende: En automne 1990, l'éditorialiste de la revue fédéraliste L'Europe en formation critique la politique de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, à l'égard de l'Union économique et monétaire (UEM).

Source: L'Europe en formation. Automne 1990, n° 279. Nice.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_europe_des_douze_moins_un"_dans_l_europe_en_formation_automne_1990-fr-51150f24-7efa-424c-a829-3c7d9d82706e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

L'Europe des douze moins un

Editorial

La session extraordinaire du conseil européen qui s'est tenue à Rome les 27 et 28 octobre n'a pas été inutile. Loin de là ! Elle a en effet permis de donner une nouvelle impulsion aux projets, à vrai dire quelque peu languissants depuis l'été, d'union économique et monétaire et aussi d'union politique. Elle a permis ensuite de vérifier que onze des douze Etats membres de la Communauté étaient d'accord pour, selon la formule consacrée, «progresser vers l'union européenne». Comme l'écrit Emanuele Gazzo, dans l'Agence Europe, «nous sommes persuadés que l'union économique et monétaire et l'union politique ne doivent pas se faire sans les Britanniques, mais aussi que, par son refus de rechercher des solutions viables et efficaces, un seul pays ne peut empêcher tous les autres de chercher à atteindre les objectifs que, par ailleurs, leur douzième partenaire a déjà acceptés». L'entêtement de Mme Thatcher est, en effet, resté isolé. Cette fois-ci, il n'y a eu ni réserve danoise, ni réserve portugaise, irlandaise ou grecque. A l'égard de l'union politique telle qu'elle s'esquisse, «de nature plus ou moins modeste», on n'en est pas surpris. A l'égard du «Plan Delors» d'union économique et monétaire, on ne peut que s'en réjouir.

Le conseil européen a confirmé sa volonté d'étendre les compétences communautaires; de développer le rôle législatif du Parlement européen; de définir une citoyenneté européenne qui s'ajoutera à celle des Etats membres; de prendre en compte les intérêts des régions. Dans le domaine de la politique extérieure, le conseil européen a constaté un consensus sur l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune. Par ailleurs, il a reconnu la nécessité «de revoir les procédures et les mécanismes de préparation, d'adoption et de mise en oeuvre des décisions en matière de politique extérieure, de manière à accroître la cohérence, la rapidité et l'efficacité de l'action internationale de la Communauté». Aucun des aspects des relations extérieures de l'union ne sera en principe exclu de la future politique extérieure commune. De plus, le conseil européen a constaté qu'il existait un consensus «pour aller au-delà des limites actuelles en matière de sécurité».

En ce qui concerne l'union économique et monétaire, des engagements significatifs ont été pris: création d'une nouvelle institution européenne formée «des banques centrales nationales et d'un organe central»; monnaie unique (l'écu en tant qu'expression de l'identité et de l'unité communautaires); deuxième phase de l'union économique et monétaire débutant le 1er janvier 1994, après que, notamment, le programme du marché unique aura été achevé. Enfin, il a été convenu qu'au plus tard trois années à partir de la deuxième phase les institutions feront rapport sur les résultats obtenus, «afin de préparer la décision relative au passage à la phase finale qui interviendra dans un délai raisonnable».

Cette conclusion alambiquée permettant d'opérer la finalisation de l'Europe monétaire dans les derniers temps de ce siècle. Or, c'est précisément cette conclusion que Mme Thatcher a rejetée à Rome. Et sur quel ton !... «Jamais, a-t-elle dit, je ne proposerai l'abolition de la livre sterling pour ratification au Parlement britannique» et de dénoncer, dans le plus pur style gaullien, «ce pays brumeux de cinglés» où habitent Jacques Delors et les partisans de l'Europe fédérale.

Cela dit, le gouvernement de Londres s'est quand même déclaré disposé à «aller au-delà de la première phase» de cette union économique et monétaire dans laquelle nous sommes déjà engagés. Mais il s'en tient au concept de «monnaie commune» (c'est-à-dire d'une monnaie européenne parallèle) et s'il ne repousse pas l'idée d'une «nouvelle institution monétaire», c'est à la création d'un fonds intergouvernemental qu'il songe et non, évidemment, à une banque centrale ou un «Fédéral Reserve System», ou encore à l'«Eurofed» tel que le décrivent les partisans du «Plan Delors».

Le moment est venu en tout cas de crever l'abcès britannique, ou à tout le moins l'abcès thatchérien. Pour se convaincre de cette nécessité, il faut se reporter au débat qui s'est déroulé le 30 octobre à la Chambre des communes sur les résultats du «sommet» de Rome, débat introduit sur un ton tranchant par Mme Thatcher qui a confirmé sa prise de position en rappelant que «les décisions des conférences intergouvernementales doivent être prises à l'unanimité et ratifiées par tous les parlements». Les choses devraient donc se passer, selon elle, comme ce fut le cas pour l'Acte unique qui était «très grandiose» au départ pour se conclure

«bien plus modestement». Il faut se reporter également au compte rendu de sa sortie romaine, que Mme Thatcher a présenté le 1er novembre devant ses ministres, provoquant la démission de Sir Geoffrey Howe, grand conservateur devant l'éternel et vice-premier ministre dans le gouvernement de Sa Majesté. Sir Geoffrey qui avait fait partie des Cabinets Thatcher depuis leur origine en 1979, ne pouvait plus supporter la politique européenne de la Dame de fer.

Ainsi, le débat européen prend en Grande-Bretagne, après les démissions successives de Michael Heseltine (1986), de M. Nigel Lawson (1989) et de Nicholas Ridley (en juillet dernier), puis de Sir Geoffrey Howe aujourd'hui, des proportions qui ne sont pas sans rappeler celui que nous avons connu en France sur la Communauté européenne de défense dans les années 1950... Et ce n'est pas une pure coïncidence si le quotidien populaire anglais *The Sun*, dont le tirage dépasse les quatre millions d'exemplaires et appartient au milliardaire australien Rupert Murdoch, enfourche au même moment le dada de la francophobie, la France étant coupable, selon lui, d'être la principale instigatrice du projet monétaire européen dont la «grenouille» Delors assume la responsabilité à Bruxelles. Les Britanniques sont donc invités à «dire à ces imbéciles de Français où ils peuvent se mettre leur écu». «*Up yours, Delors !*», c'est-à-dire «Delors, va te faire foutre !»

Comme on le voit, le grand sachem des eurocrates en prend pour son grade, mais il aurait grandement tort de se piquer au jeu d'une polémique qui vole aussi bas. Cette affaire n'est pas moins grotesque et lamentable au moment où la Communauté, cette fois-ci unanime, vient de se donner pour objectifs d'une part d'accorder «la plus haute priorité» à la crise du Golfe; d'autre part, de contribuer «de façon concrète et significative, au succès des réformes engagées par le gouvernement de l'U.R.S.S.», enfin, «d'œuvrer à un règlement global, juste et durable du conflit israélo-arabe et du problème palestinien [...], les événements tragiques qui ont eu lieu à Jérusalem montrant une fois de plus que le *statu quo* dans les territoires occupés n'est pas tenable».

L'Europe en formation